



A PROPOS DU PROGRAMME

"Il faut construire le programme, sans programme pas de parti" disions-nous dans l'Introduction au premier numéro de cette revue. Il y a toujours trop de charlatans dans le mouvement ouvrier, qui pensent mener le prolétariat à la révolution par l'action pratique pure et les improvisations, pour qu'il soit inutile de réaffirmer ce principe.

Mais le problème est évidemment loin de se borner là.

Il n'est aujourd'hui personne parmi les défaitistes qui ne brandisse le drapeau où est écrit : "bilan du passé !", "tirer les leçons de l'expérience".

Mais les positions politiques et la pratique ressemblent tellement à celles d'avant-guerre, que nous devons inlassablement poser la question : "à partir de quoi, par quelles méthodes entendez-vous construire le programme ?".

La psychologie avec laquelle on aborde cette question dans les débris du "communisme de gauche" porte tous les stigmates de la défaite et du découragement entraînés par la confusion que l'on fit autour d'elle avant la guerre et entretient encore cette confusion.

Le premier trait de cette psychologie est ce que l'on pourrait appeler "la théorie de la triple mise", qui se résume dans le leit-motiv "tout a failli" et qu'un éditorial de "La Flamme", organe de l'Union des Communistes Internationalistes, intitulé, naturellement, "lancer un programme", illustre de la manière suivante : "les oppositions communistes ont toutes, sans exception, fait faillite, parce qu'elles s'attachaient à la régénérescence d'une I.C. devenue centriste" "Personne n'a de monopole dans la tâche de rénovation de l'arsenal révolutionnaire".

Puisqu'on parle de faillite, voyons la position de ces "oppositions" en face de la guerre. Il n'est pas en effet d'épreuve plus décisive pour départager la faillite, c'est à dire le passage à la bourgeoisie, du maintien des positions politiques de classe.

En gros, ces oppositions communistes, surgies contre la dégénérescence opportuniste de l'Internationale Communiste, se divisaient en deux courants : l'opposition trotskyste et le courant de la fraction de gauche italienne.

En 1939, le courant trotskyste, avec ses divers groupes, se trouvait dans le camp de la bourgeoisie, par sa position de "défense de l'URSS" et de la simple "opposition politique" dans les pays alliés de celle-ci.

Seules, c'est un fait historique, les fractions de gauche restaient sur le terrain du prolétariat, par le défaitisme révolutionnaire dans tous les pays.

Pourtant ce n'est pas 1939, mais déjà 1936 qui devait retracer entre les fractions de gauche et le centrisme trotskyste la même frontière de classe qui, en 1914, séparaient sans retour les révolutionnaires des réformistes de la IIème Internationale.

En effet les événements d'Espagne, bien que sans précédents historiques présentèrent de nouveau et sans équivoques possibles à l'avant-garde l'épreuve de la guerre.

Contre la théorie de l'antifascisme prolétarien, les fractions de gauche démontraient que l'attaque de Franco représentait l'attaque de la classe capitaliste contre le prolétariat espagnol, celui-ci ne pouvait briser qu'en dirigeant sa lutte contre l'Etat capitaliste lui-même.

Elles flegellaient la duperie d'une soi-disant "guerre révolutionnaire" ou "guerre civile" sans pouvoir révolutionnaire et avertissaient

Elles déclaraient la rupture d'une soi-disant "guerre révolutionnaire" ou "guerre civile" sans pouvoir révolutionnaire et avertissaient le prolétariat que c'est justement au travers de la guerre contre Franco que la bourgeoisie, au moyen du Gouvernement républicain avait raison de lui.

Ceci devait être prouvé par la dissolution du Comité Central des Milices de Catalogne, puis, de la militarisation de celles-ci.

Alors que ces faits servaient à des éléments confus de point de départ pour proclamer le défaitisme, les fractions de gauche démontraient au contraire que ce n'était pas des décisions formelles qui changeaient la nature de classe de la guerre et des milices, mais que celle-ci était elle-même un produit du changement du rapport des forces en faveur de la bourgeoisie, provoqué par l'abandon du terrain de classe.

Elles dénonçaient cet abandon dès le moment où la lutte ascendante de la première semaine contre l'Etat capitaliste et la bourgeoisie, atteignait au fait de l'absence d'un parti révolutionnaire qui seul aurait pu la pousser plus haut, jusqu'à la prise du pouvoir, son point culminant pour nécessairement retomber et laisser place à la lutte militaire contre Franco.

C'est dès ce moment que les fractions appelaient les ouvriers à quitter les colonnes militaires de l'antifascisme pour lutter sur le terrain de classe.

Ces positions ont été pleinement confirmées par la suite des événements et les fractions de gauche furent malheureusement les seules organisations qui les défendirent.

Par contre l'épreuve espagnole devait sanctionner l'opportunisme trotskyste par la trahison définitive de sa participation à la guerre antifasciste.

Ces faits demandent quelque réflexion.

Quand il s'agit d'une situation aussi confuse que celle de l'Espagne, il serait absurde de les attribuer au hasard. Ils ont bien été en fait le produit de l'évolution profondément divergente des deux courants.

Ils démontrent de manière flagrante la théorie vulgaire de la "gauche générale" et il faut les rétablir, les souligner inlassablement.

Pourquoi ? Pour instituer un monopole de groupe ? Rien ne serait plus ridicule. Les marxistes ne peuvent pas séparer la lutte des groupes ou organisations politiques de la lutte de classes. Si nous rappelons ces faits, c'est non pas parce qu'ils "nous" appartiennent, mais parce qu'ils appartiennent au prolétariat, à son effort pour se dégager de la confusion semée par la bourgeoisie, parce qu'ils représentent une victoire dans son ascension vers une claire conscience de classe.

Aussi dire : "élaborez un programme révolutionnaire" tout en s'empressant de fourrer dans le même sac tout le passé politique d'après la III<sup>ème</sup> Internationale pour le jeter à la mer comme "failli" est une inconséquence, dont même un petit enfant s'apercevrait : car que penserait même un petit enfant d'un homme qui préférerait démolir une maison neuve construite sur les ruines de l'ancienne, sous prétexte qu'elle n'est pas terminée, plutôt que de travailler à l'achever ?

Mais d'anéantir la maison ne représente pas seulement l'inconscience des soi-disant "communistes de gauche" aujourd'hui.

C'est un aveu d'impuissance devant les grands débats et les grands problèmes qui ont animé le mouvement ouvrier face à la décadence de la III<sup>ème</sup> Internationale et après sa mort. C'est une lâcheté qui empêche de mener et pourquoi le trotskysme, qui bon gré mal gré, directement ou indirectement, entraînant derrière lui la majorité des "communistes de gauche", a failli. C'est parfois, nous le verrons, de la simple ignorance.

C'est cette impuissance, cette lâcheté, cette ignorance qui engendrent nécessairement un éclectisme absolument inapte à former la base de reconstruction au programme.

C'est pourtant cet éclectisme qui constitue le deuxième trait caractéristique de la psychologie au sein du nouveau "communisme de gauche".

Il se manifeste de différentes manières selon les courants, sans cesser de se caractériser par la même absence de cette large vue historique dont nous avons besoin pour comprendre en quoi le programme issu de la révolution russe était erroné, en quoi il était inachevé, par le même arbitraire dans la prise de positions politiques et même seulement dans l'adoption d'une plate-forme de discussion.

Par exemple, l'Union des Communistes Internationalistes déclare "Nous n'avons pas peur d'utiliser tout ce qu'il y a de sain dans le bolchévisme, le luxembourgeois, l'anarcho-syndicalisme et d'en rejeter ce qui nous semble erroné ou dépassé. Il ne s'agit pas d'opérer un dosage savant, mais d'élaborer une solution dynamique".

On peut déclarer: tant qu'on veut, rechercher une solution dynamique (qui ne le fait pas?): la vérité c'est que le dynamisme dépend inexorablement de la méthode qu'on emploie.

Mais que fait l'U. Communiste Internationaliste? Elle déclare tout simplement (après la victoire russe qui a historiquement confirmé les thèses du communisme) qu'il n'est possible de tirer hors du communisme des éléments au nouveau programme: elle ressuscite pour cela le vieil anarcho-syndicalisme qui a ~~échoué~~ échoué pourtant prouvé dans sa faillite en Espagne son caractère retardataire et petit-bourgeois.

Ailleurs les Communistes Internationalistes se réservent d'emprunter des notions programmatiques à un certain "luxembourgeoisisme" qu'ils mettent en parallèle avec le bolchévisme.

Mais on sait par expérience que mettre bolchévisme et luxembourgeoisisme en parallèle, c'est en réalité les opposer sur la question du parti.

C'est en effet la théorie du parti et le type nouveau d'organisation qu'il a créé en adaptation aux buts nouveaux de la ~~lutte~~ lutte ouvrière, c'est à dire la prise du pouvoir, qui a fait du bolchévisme une école révolutionnaire originale dans la III<sup>ème</sup> Internationale. Par contre le luxembourgeoisisme ne constitue pas vraiment une école dans le mouvement communiste: les quelques positions politiques prises par Rosa Luxemburg en opposition à Lénine sur la question agraire et nationale ne pourraient suffire à le caractériser.

C'est que les Communistes Internationalistes se réservent de choisir, c'est entre la conception bolchévique du parti, magistralement confirmée par Octobre 1917 et les caricatures ultérieures de la III<sup>ème</sup> Internationale ne sauraient <sup>ou</sup> entamer et la conception de Rosa fortement marquée de social-démocratie, perimée et infirmée au prix de la défaite du prolétariat allemand en 1918.

Tout ceci nous fait bien penser aux bavardages des électionnaires bernsteiniens sur la "liberté de critique" ; et dans les deux cas leur méthode n'est-elle pas une négation de la méthode expérimentale historique du marxisme ?

Au reste, le même arbitraire historique se trouve chez ceux que l'Union Communiste Internationaliste combat comme les "partisans du léninisme déifié".

Ils fixent au léninisme une date de validité : 1921. Au delà tout est bon et ils reprochent mot par mot les formules et les mots d'ordre sans se donner le moins du monde la peine de voir s'ils correspondent à la réalité actuelle. Mais après 1921 par contre ils rejettent tout en bloc sans plus d'analyse politique.

Evidemment cet arbitraire ne se limite pas à la période de formation de l'Internationale Communiste. Il embrasse sa phase de décadence et le mouvement ouvrier après sa mort. Ici les formules vagues "il faut tirer les leçons de l'I.C." et ses diverses oppositions communistes (qui ont toutes sans exception fait faillite) et "renovation de l'arsenal révolutionnaire" recouvrent la même attitude qui, au lieu de chercher à atteindre une claire vision du cours historique de la révolution russe et de sa décadence, à une formulation théorique des problèmes qu'elle a soulevés, ce qui exige une nette appréciation du rôle historique des différents courants, préfère grappiller, recouper et assembler de ci de là des solutions politiques déterminées, dépourvues du soutien d'une véritable analyse théorique.

Une autre forme d'éclectisme manifestée par l'U. de C. I. est ce qu'on pourrait appeler "scientisme".

"La société est en mouvement perpétuel" disent-ils "et nous sommes dans la phase où précisément la crise est cause et effet de la crise révolutionnaire", et "la nouvelle Internationale doit se baser sur une analyse sérieuse du capitalisme actuel (en particulier du capitalisme d'Etat) sur l'aspect politique du retard politique et de la crise économique que revêt le fascisme..."

Tout ceci serait très bien si... en premier lieu on s'était soucié de dégager la caractéristique historique de l'époque actuelle comme phase décadente.

Les Communistes Internationalistes ne nous disent ni où en est la société de son mouvement perpétuel, ni quelle est cette "crise" qui engendre la crise révolutionnaire.

Sans cette condition une analyse si sérieuse soit-elle ne servira jamais au prolétariat.

"A l'état actuel de la science" disait Lénine "nous n'aurons jamais épuisé l'étude des formes de l'impérialisme, comme toute autre science est infinie".

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas l'étude approfondie des formes de l'impérialisme, mais ce qu'elles expriment historiquement et la position politique à prendre devant elles : par exemple nous devons mettre en évidence aux yeux du prolétariat que le capitalisme d'Etat (allié à n'importe quelle forme politique) est une expression de cette décadence, tout comme les trusts et les cartels étaient l'expression de la phase ultime du développement du capitalisme.

Ce sont par contre les défenseurs actuels de l'U.R.S.S. qui sont aussi des réformistes partisans des nationalisations, qui s'obnubilent et obnubilent le prolétariat sur des formes plus ou moins nouvelles et ignorent ou veulent ignorer la période historique décadente et le contenu capitaliste de ces formes.

Si ensuite, on avait cherché d'un point de vue de classe en quoi consiste le problème fasciste. La guerre d'Espagne, la guerre actuelle l'indiquent bien : parce qu'ils sert à mobiliser le prolétariat sur un dilemme bourgeois fasciste-démocratie et à l'attacher ainsi au capitalisme.

Notre tâche essentielle est donc non de faire des études descriptives approfondies des systèmes fascistes mais de révéler au prolétariat, de lui dénoncer au travers des événements l'identité de nature de classe de ces deux forces politiques, le rôle de la démocratie bourgeoise dans la genèse du fascisme, le but de classe de celui-ci : écraser la révolution prolétarienne, et le dépeçage de la démocratie bourgeoise en tant que telle dans la période des révolutions et des guerres.

Nous avons vu l'éclectisme greiller dans les thèses et les écoles, remettre en chantier des problèmes politiquement résolus. Mais ce n'est pas tout : sa méthode anti-historique le pousse à agir de côté face à l'histoire elle-même : "tirons les leçons de la révolution russe et allemande, puisons dans l'expérience espagnole récente les éléments positifs, en évitant toutes les insuffisances."

Pour nous il est évident que le programme doit être la synthèse des principes nouveaux de lutte prolétarienne tirés de l'expérience historique.

Mais il est non moins évident que seule une expérience supérieure au points les plus hauts atteints par le prolétariat dans sa lutte peut aujourd'hui nous aider à forger des nouveaux principes ou en infirmer d'anciens. La révolution russe est à un degré supérieur à la Commune de Paris et pose des nouveaux problèmes, de même les luttes révolutionnaires d'après-guerre posent des problèmes qui n'ont pas été résolus par le parti russe, mais le cours de reflux du prolétariat qui débouche dans la guerre et qui contient l'expérience espagnole ne peut pas nous apporter des nouveaux enseignements positifs : il faudrait pour cela supposer que cette même expérience espagnole a historiquement dépassé celle des périodes révolutionnaires d'après-guerre ou la révolution russe elle-même.

Pourtant de tels événements peuvent enrichir l'avant-garde mais seulement dans la mesure où on y a cherché pas d'enseignements positifs nouveaux mais une réaffirmation, une trépidation de ces principes.

Les fractions de la gauche communiste ne peuvent prétendre à avoir épuisé l'élaboration du programme même par rapport aux matériaux historiques existants.

Mais elles ont montré le seul chemin à prendre pour échapper à la maladie électorale qui sévit aujourd'hui encore malgré l'expérience trotskyste et pour reconstruire le programme : le chemin des fractions.

On ne sait plus aujourd'hui ce que cela signifie. Par exemple on reproche à la gauche italienne d'avoir voulu régénérer l'I.C. en entrant ainsi une politique trotskyste. Mais on oublie de se demander par quels moyens la G.C. et Trotsky entendaient régénérer l'Internationale. Trotsky croyait possible de regagner la direction opportuniste du parti et même d'obtenir des victoires avec cette direction. La G.C. elle proclame que seule la constitution de fractions de gauche ayant pour tâche d'exprimer la survivance et la continuité de la conscience prolétarienne et de forger les nouvelles armes idéologiques exigées par l'étape plus progressive de la lutte pour la révolution communiste en face de la direction défailante et la conquête de cette direction par les fractions par un renversement du centrisme en liaison avec la reprise des mouvements prolétariens

pouvait permettre la régénérescence du Parti.

Cette position, non seulement reliait la gauche Communiste Italienne à tout ce qui est désormais acquis par le prolétariat (quo l'eclectisme, lui, remet en question) mais elle l'amenait à faire ce dont fut toujours incapable le Trotskysme : une critique fondamentale de la 3ème Internationale.

Après le passage définitif des partis dans l'camp de la bourgeoisie acquerrant désormais une fonction de trahison, les deux positions politiques se retrouvèrent identiquement opposées sur le problème de la reconstruction de la nouvelle avant-garde, la C.E. de la Fraction Italienne exprimait ainsi en 1933 les divergences :

D'une façon analogue, pour ce qui concerne la fondation des nouveaux partis, les sportsmen du "grand faire", au lieu de construire l'organisme pour l'action politique, la fraction, ont fait beaucoup de tapage sur la nécessité de ne pas perdre un seul instant pour se précipiter au travail au seul travail qui compte, celui de redresser le parti. Et quand on ne peut plus redresser le parti, alors sans hésiter, on modifie simplement l'aspect extérieur de la position antérieure et l'on partira pour la construction de nouveaux partis. Il est bien évident que la demagogie et le succès éphémère sont du côté du sport et non du côté du travail révolutionnaire. (Résolution de la C.E. de la fraction G.C.I. 1933) On sait aujourd'hui à quelles honteuses compromissions cette politique devait mener le Trotskysme.

Quand les Communistes Internationalistes écrivent :

" le deuxième moyen pour réaliser (la construction du Programme) c'est la restauration d'une morale, d'un climat digne de la société que nous voulons. La crise de l'avant-garde est aussi une crise des méthodes qui se ramène à une morale, à une psychologie, à un état d'esprit en voie de dégénérescence."

Ils manifestent bien qu'ils ne comprennent pas plus le véritable problème que ceux qui perpétuent le climat et les méthodes encore en question aujourd'hui.

Bien avant les eclectiques, la fraction a dénoncé et combattu ce danger sur son véritable terrain qui est politique et non pas moral, en opposant à la position des faiseurs du parti Trotskyste et à leurs méthodes d'espionnage, de noyautage aussi bien que leurs fusions et scissions sans principes, le travail fractionnel conséquent pour la reconstruction du programme.

La C.E. de la G.C.F.

#### Les événements Grecs et les Trotskystes

Les événements en Grèce ou l'impérialisme Anglais a donné la pleine mesure d'une répression sauvage, pour défendre ses intérêts impérialistes, ont été l'occasion de mettre en lumière les positions politiques des divers partis et groupes se revendiquant du prolétariat.

Nous ne nous arrêterons pas sur les protestations venant du côté des partis Socialistes et parti Communiste. Ces protestations verbales, ces indignations de facades, n'ont jamais empêché " ces Oppositions de Sa Majesté le Capital " de continuer à le servir fidèlement. Bien plus la bourgeoisie a besoin de l'existence des partis pouvant " protester " de temps à autre, pour mieux duper ainsi le prolétariat et canaliser le mécontentement des masses dans des manifestations de " protestations " inoffensives. Empêcher la colère des masses d'éclater et de se diriger contre

l'oppression de l'Etat Capitaliste, en lui faisant emprunter la voie pacifique et impuissante, la politique de tampon, a depuis toujours été la fonction des partis bourgeois a masque ouvrier.

Mais encore ne faudra-t-il pas a la place d'expliquer se contenter de nier contre toute évidence la "sympathie" pour la résistance Grecque, exprimée par les partis socialistes et stalinien en accord d'ailleurs avec toute la presse de la résistance en France. Il va soit qu'il ne s'agit nullement d'une manifestation de sentiment révolté par la sanglante répression a laquelle se livre l'impérialisme anglais en Grèce. La bourgeoisie française avec ses partis de droite, qui sous le gouvernement du Front Populaire n'a pas hésité a défendre ses droits d'exploitations en réprimant dans des flots de sang, les mouvements de révolte dans ses colonies, est prête aujourd'hui a participer joyeusement a toute oeuvre de brigandage et de rapine. Si la bourgeoisie et ses partis qui se disent ouvriers, ont "protéste" contre l'attitude de l'Angleterre en Grèce cela est du a deux raisons :

1\_ Un lien d'intéret unit toutes les bourgeoisies nationales de l'Europe, face a la rapacité des grandes puissances impérialistes qui dominent le monde. Le sort des petits Etats faibles est identique, et leurs positions économiques, nationales, catastrophiques. Toutes ces bourgeoisies sont plus ou moins dépendantes, et doivent subir a un degré plus ou moins grand, la domination d'une des grandes puissances impérialistes. La France dans la guerre a perdu sa place de grande puissance, ses colonies, son Empire Colonial lui ont été enlevés. Elle est tombée au rang de Puissance secondaire et subit de ce fait au même titre que les autres bourgeoisies des Etats faibles la domination étrangère. Cette communauté d'intéret contre la domination de l'Impérialisme Anglais lui dicte ses manifestations de sympathie pour la pauvre Grèce et d'antipathie pour la puissante Angleterre.

2\_ Une autre raison de son attitude de "sympathie" pour la Grèce réside dans la politique internationale de la France qui joue pour le moment la carte Russe. Dans l'antagonisme entre les intérets de l'Impérialisme Anglo-Américain et ceux de la Russie, antagonisme se retrouvant autour du pétrole de l'Iran, dans le Proche Orient et dans les Balkans, les intérets de la France se trouvent momentanément plus proches, ou moins opposés de la Russie que de l'Angleterre. Les intérets Impérialistes de l'Angleterre et de l'Amérique se heurtent et menacent directement les positions et les intérets du Capitalisme français. Aussi la France tente de s'appuyer sur la Russie dans ses intrigues sur l'échiquier mondial.

Dans les événements en Grèce entre autres facteurs se jouait une lutte sourde de la Russie contre l'Angleterre. Aussi les manifestations "de sympathie" de la France "libérée", mais en fait soumise par l'Angleterre allaient non a la Grèce mais a l'Impérialisme Russe. Le parti Stalinien qui a deux Patries, celle de sa bourgeoisie nationale et l'Impérialisme Russe, s'est trouvé a cette occasion particulièrement a l'aise pour les concilier dans son coeur sous le nom de défense de la Résistance Grecque.

Un peu ahurissant (pour ceux qui ne les connaissent pas de longue date) est la position des Trotskystes rereunifiés sous le nom de P.C.I. Dans un tract que ce parti a publié et intitulé "Bas les pattes devant la Révolution Grecque" ils prétendent que ce qui se passe en Grèce n'est rien moins que la Révolution Proletarienne. Nous sommes habitués depuis longtemps aux elucubrations de ces gens qui jettent de grands mots a tort a travers. Leur irresponsabilité politique légendaire n'aurait pas grande importance si toutefois ils n'entretendaient pas la confusion dans le mouvement ouvrier les empêchant de se reconnaître dans la complexité de

la situation. Ces hurluberlus non seulement gratifient les ouvriers du trouble qui règne dans leurs propres cerveaux, mais encore les conclusions politiques qu'ils apportent au prolétariat sont inmanquablement des solutions contre révolutionnaires de l'ennemi de classe.

En vain cherchera-t-on dans leur tract une analyse de la situation générale de l'Europe, dont la situation Grecque et les événements ne sont que des reflets. Cette situation qui est donnée par la sortie des pays "libérés" de l'orbite de la production de guerre Allemande qui faisait marcher leur production, et de leur non intégration dans la production de guerre Anglo Américaine (celle-ci se suffisant elle-même pour les besoins de la conduite de la guerre)

C'est pourtant là la base de toute la situation critique où se trouve l'économie des différents pays de l'Europe. Aucune production de paix n'étant possible à l'époque décadente du capitalisme, la sortie d'un pays de la production de guerre ouvre immédiatement pour lui une situation économique catastrophique.

Cette situation est celle de la Belgique, de l'Italie de la France, de la Grèce, avec des degrés plus ou moins accentués d'après les positions de résistance intérieure de chaque bourgeoisie, et de la possibilité existant pour chacune d'elle de sa réintégration partielle dans la production de guerre et sa participation dans la guerre.

L'activité économique de la Grèce était toujours fonction de sa position de pays transitaire, et du trafic maritime. Déjà l'occupation Allemande devait gravement attenter aux sources de sa vie économique d'où la situation de misère de la Grèce pendant l'occupation et la résistance de la bourgeoisie nationale. L'occupation Anglaise n'a fait qu'aggraver cette situation, n'offrant aucune activité économique de remplacement et accule toute l'économie Grecque au bord de l'abîme. Le mécontentement est général dans toutes les classes du pays et particulièrement aigu chez les ouvriers réduits à la famine. Se présentant comme le porte parole de l'intérêt général, la bourgeoisie grecque a canalisé ce mécontentement des masses afin d'obtenir certaines concessions économiques de la part de l'occupant Anglais et la masquant pour mieux duper les masses, sous des phrases de l'indépendance et du droit du peuple à disposer de lui-même.

Le mécontentement des masses trompées par la bourgeoisie permet à cette dernière de se servir du sang des prolétaires comme monnaie d'échange et moyen de pression auprès de l'impérialisme étranger pour l'obtention de quelques concessions économiques.

Les événements en Grèce se sont trouvés en plus être attisés par les intrigues impérialistes du gouvernement de Staline et exploités contre l'antagonisme auquel il se heurte dans les Balkans:

#### L'Impérialisme Anglais

Le sang des ouvriers Grecs trompés est versé à flots, pour les intérêts de la bourgeoisie Grecque et ceux de l'Impérialisme Russe. Pour le moment le prolétariat Grec n'a pas réussi à rompre avec sa bourgeoisie, à se mettre sur son terrain de classe en opposition à la bourgeoisie nationale et aux impérialismes étrangers. Et c'est cette situation tragique du prolétariat se faisant massacrer pour les intérêts de son ennemi de classe, que les Trotskystes français représentent comme la révolution prolétarienne. Il montre l'exemple à tous les opprimés, etc. Naturellement quand on représente la tragédie du Proletariat Grec, comme à la révolution on doit aussi la considérer comme la "première entrée" et passer sous silence la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile commencée par le prolétariat Italien en Juillet 1943. Il n'y a rien de commun entre la position de classe du prolétariat Italien luttant contre la guerre impérialiste, contre les deux occupants impérialistes,

Allemands et Anglais, contre l'Etat capitaliste aussi bien sous sa forme fasciste que démocratique et la position du prolétariat grec se faisaient passer sur le terrain de classe du capitalisme.

Entre ces deux positions : du prolétariat Italien et du prolétariat Grec, les Trotskyistes ont choisi, et c'est la position du prolétariat Grec qu'ils offrent en exemple à suivre aux ouvriers du monde!

Il est tout à fait caractéristique que les Trotskyistes remplaçaient volontiers le terme prolétariat par celui très vague du Peuple. C'est au secours du "peuple grec" qu'ils appellent, estompant la notion de classe qui la seule nous permet de comprendre la signification des événements et leur nature de classe.

A ce sujet nous comptons revenir une autre fois sur la question de la notion du "peuple" en général et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en particulier, que d'autres groupes et notamment les R.K.D. représentent comme un mot d'ordre de classe du prolétariat.

Et que demandent les Trotskyistes aux ouvriers : d'imposer aux directions des partis socialistes, staliniciens, et de l'U.G.T. une unité d'action pour sauver la révolution Grecque. Autrement dit ils remettent le sort du prolétariat Grec entre les mains des partis chauvins imperialistes. Pratiquement et positivement ils appellent pour "Commencer des collectes pour l'envoi d'armes modernes au peuple Grec"

Lorsque le prolétariat espagnol se faisait massacrer pour le compte de sa bourgeoisie divisée en deux classes. Les Trotskyistes réclamaient l'envoi d'armes pour l'Espagne. Lorsque Chan Kai Cheik, bourreau de la Révolution Chinoise a commencé pour le compte de l'impérialisme américain sa guerre de "défense nationale" contre le Japon les Trotskyistes appelaient les ouvriers à se solidariser avec la Chine et de boycotter les produits japonais. Après il fallait se solidariser avec la Pologne de Pilsudsky. Pendant l'occupation les Trotskyistes emboîtant le pas aux staliniciens et appelaient les ouvriers français pour la "défense de notre empire colonial"

Décidément et chaque fois que le capitalisme a réussi à jeter les prolétaires dans les carnages de la guerre impérialiste les Trotskyistes sont là, pour mobiliser le prolétariat des autres pays à participer dans ces guerres volontairement par l'envoi des armes.

Durant toute la guerre et jusqu'aujourd'hui ils sont pour la défense de l'impérialisme Russe entretenant le mythe et la duperie d'un état prolétarien en Russie.

Ces gens qui par toutes leurs positions politiques n'ont depuis longtemps rien de commun avec les positions du prolétariat, appellent aujourd'hui des ouvriers à envoyer des armes pour la continuation sur le champ du capitalisme du massacre du prolétariat Grec et international

A travers les événements de la Grèce, le Trotskyisme apparaît à nouveau comme un mouvement centriste à phraseologie révolutionnaire et à fonction contre révolutionnaire.

#### Zimmerwald

En pleine guerre impérialiste en 1915, dans un petit village de Suisse, des révolutionnaires de tous pays d'Europe se réunissaient en vue de lutter contre la guerre, non sur des bases pacifistes, mais au nom de la classe prolétarienne.

Cet événement qui à l'époque n'effrayait pas la bourgeoisie devait se conclure par la Révolution d'Octobre 17 en Russie et servir de lien entre les divers mouvements révolutionnaires jusqu'en 1919. La 3ème Internationale normalement rendait caduque et régressive l'idéologie de Zimmerwald ainsi que l'existence de son bureau dissous d'ailleurs dès

le 1er Congrès de l'I.S.

Ce fait politique important de la guerre 14-18 renfermait donc en lui cette contradiction d'être en pas en avant en 1915 et déjà en retard dès 17.

Est ce à dire que les conditions politiques étaient changées de 16 à 17. Du point de vue univoque de la conjoncture, en raison de l'exacerbation du contraste capital travail et de l'épuisement du fait de la guerre, oui, mais la situation historique était changée depuis 14 exprimant pour la société en général un tournant vers une crise permanente du régime et l'ouverture d'une ère de guerre et de révolution.

Le problème de Zimmerwald ne se pose donc pas comme un principe révolutionnaire, mais tout au contraire comme une tactique du moment pouvant par la avoir des effets contraires selon la conjoncture, ce qui est le fait de toute tactique.

A la faillite de la 2ème Internationale qui livrait la classe ouvrière à la bourgeoisie se posait pour les révolutionnaires un problème de regroupement du prolétariat sur des bases de classe.

Il y avait pour Lénine deux méthodes à employer. Ou rester fidèle à la lettre au "Que faire" et décider d'une manière orthodoxe et sur papier la création de fractions bolcheviques dans les autres pays d'Europe, ou bien dans l'esprit de "Que faire" concentrer la lutte des avant-gardes dans chaque pays sur le problème de classe, le plus important du moment, pour donner à la lutte de classe la plus large possibilité de généralisation et permettre à l'histoire de vérifier les armes de lutte du prolétariat. C'est la deuxième méthode que Lénine a choisie et c'est celle qui convenait le mieux à la situation et jetait les bases du nouveau regroupement des forces révolutionnaires.

Certains sectaires au nom des inalterables principes acquis par l'expérience ouvrière verront là un début de politique opportuniste puis que la notion de fraction était mise à l'écart.

Pour nous Lénine avait raison de considérer que le problème n'était pas dans l'application stérile, verbale et statique des principes révolutionnaires mais que cette application ne pourrait se faire que par l'action. Car seule cette action rendait de plus en plus nécessaire aux yeux de la classe ouvrière la nécessité du parti et d'une nouvelle Internationale.

Poser en 1915 comme condition indispensable pour une action commune la rupture avec la 2ème Internationale ainsi que l'acceptation des données révolutionnaires de "Que faire", c'était d'une part laisser les mains libres à la bourgeoisie dans sa propagande pour la lutte imperialiste, ne pas admettre que le point central de délimitation des frontières de classe était la guerre, et transformer les moyens de lutte en but de la lutte de classe, d'autre part c'était empêcher la cristallisation de l'énergie révolutionnaire et poser la résolution du parti et de la nouvelle Internationale a priori en dehors du donné historique c'est à dire de l'action.

Cette méthode aurait faussé non seulement le développement de la conscience ouvrière qui ne se serait pas retrouvée dans les discussions sans discrimination d'importance de l'avant-garde, mais n'aurait nullement garanti les principes de base de l'avant-garde parce que cette dernière serait montée avant terre.

La dialectique d'un Lénine était conséquente et tangible et sa tactique reflétait plus les principes révolutionnaires au travers des mouvements de classe et leurs aspirations inconscientes mais réelles que des références verbales aux principes révolutionnaires. Ainsi nous voyons se dessiner un des premiers aspects de la tactique. L'action révolutionnaire doit se concentrer sur le point central à l'ordre du jour et seule cette action permet à l'avant-garde de se fortifier en éliminant

les éléments de hasard qui se sont introduits dans son sein, et d'intervenir efficacement dans les mouvements sociaux. Jusqu'en 1914 la lutte était axée sur la politique réformiste de la 2ème Internationale.

Les Bolcheviks et la gauche de la 2ème Internationale combattaient avec insistance cette politique funeste qui donnait dans le jeu de la perspective du moment: la guerre impérialiste. Le point central de la lutte tournait autour de la guerre impérialiste bien que tous les partis socialistes proclamaient jusqu'à la veille d'Avril leur volonté antiréformiste.

L'action révolutionnaire, consistait donc dans la démonstration quotidienne du caractère de guerre impérialiste de la politique réformiste.

Après Avril, le point central devient la lutte contre la guerre, et la perspective, la guerre civile. Ici l'avant garde n'a plus un rôle défensif pour éviter la perspective bourgeoise mais un rôle offensif pour faire éclore la perspective de classe.

Une fois posée cette perspective de classe la lutte tourne autour d'elle, et telle une centrifugeuse elle permet la concentration révolutionnaire et la séparation d'avec les éléments non prolétariens.

La perspective actuelle est la même que celle de Avril, le critère de la délimitation en plus de la lutte contre la guerre impérialiste s'est enrichi de deux autres points: la dénonciation de l'état contre révolutionnaire Russe, et la non compromission avec les idéologies fascistes et anti-facistes.

Un Zimmerwald aurait été possible pendant cette guerre sur la base des trois points cités plus haut, mais actuellement devant l'imminence des mouvements allemands il semble que ce soit trop tard. La classe ouvrière part aujourd'hui dans la lutte avec une avant garde divisée non seulement en rapport avec les principes d'action mais aussi parce qu'elle n'a pas eu les possibilités de réduire la confusion par un Zimmerwald.

Sadi.

-----  
"C'est une illusion insensée que de croire que les capitalistes se soumettraient de bon gré au verdict socialiste d'un parlement ou d'une assemblée nationale, qu'ils renonceraient tranquillement à la propriété, aux bénéfices, à leur privilège d'exploitation. Toutes les classes dirigeantes ont lutté, jusqu'à présent, avec la dernière énergie, pour leurs privilèges. Les patriciens romains, de même que les barons féodaux du moyen âge, les chevaliers anglais, de même que les marchands d'esclaves américains, les boyars valaques, de même que les fabricants de soie de Lyon, tous ont versé des torrents de sang, enjambé les cadavres, scélé les meurtriers et les incendiaires, provoqué les guerres civiles et les trahisons d'état pour défendre leurs privilèges et leur pouvoir."

(suite page 23)

Nous publions un extrait d'une conférence faite par Borzina en 1924, à une époque où il défendait encore les positions marxistes et révolutionnaires.

Nous présentons cet extrait pour l'esquisse qu'il contient sur le problème de la tactique et de l'opportunisme, qui répond à certains débats en cours, sans pour cela prendre la responsabilité de toutes les conclusions politiques qu'il apporte sur certains points de l'expérience russe.

LE SOI-DISANT OPPORTUNISME, TACTIQUE DE LENINE

Nous allons maintenant considérer l'aspect le plus délicat et le plus difficile de la figure de Lénine : celui qui se réfère à ses critères tactiques. La tactique n'est certes pas une question séparée de celle de la doctrine, du programme, de la politique générale, et avant tout nous repoussons de toutes nos forces l'interprétation qui nous présente Lénine, fustigateur de l'opportunisme - dont F. Engels, comme s'il prévoyait déjà les falsifications de Bernstein, donna pour la première fois la définition quand il condamna l'attitude de ceux qui compromettent la vision et la préparation des perspectives programmatiques finales en faveur des petits problèmes quotidiens - comme quelqu'un qui aurait fait des inévitables concessions dans la pratique à une « quivoque souplesse, à une diplomatie corrompue, à un soi-disant réalisme compris comme le comprend l'officier et le philistin.

C'est sur cette fausse note qu'insiste le bourgeois pour se vanter qu'on ne sait quelle revanche qu'il aurait remportée sur l'utopisme attribué stupide à Lénine et à son école.

C'est également le-dessus qu'insiste l'opportuniste pour des raisons qui ne diffèrent pas, ainsi que l'anarchiste afin de pouvoir réclamer pour lui-même l'illusoire capacité de ne jamais contrevenir à la fidélité intégrale aux attitudes révolutionnaires.

Je ne peux ici développer, même partiellement, et pour des multiples raisons, toute la question de la tactique communiste qui attend bien d'autres développements.

Je ne propose seulement d'exposer quelques observations sur Lénine tacticien et manoeuvre politique et de revendiquer ce qui est le vrai caractère de son oeuvre. Mais un débat de cette nature peut devenir extrêmement important, n'étant pas exclu, et nous verrons pourquoi, que quelque part on invoque un enseignement de Lénine, qui ne serait que le travestissement de celui qu'il doit être en réalité, quand on sait le considérer dans l'ensemble, complexe autant qu'unitaire, de son oeuvre. Car nous nions qu'il y ait une divergence, même minime, entre le Lénine rigide et implacable des années de discussion et de préparation et le Lénine infatigable des multiples réalisations.

Même ici il faut examiner d'abord la tactique de Lénine comme chef de la Révolution russe puis comme chef de l'Internationale Communiste. Il y aurait beaucoup à dire sur ce que fut la tactique au parti bolchévik avant la révolution : nous avons dit en fait quelle fut l'oeuvre de ce parti dans les grandes directives programmatiques comme dans la critique des adversaires, il resterait à traiter son comportement dans les rapports avec les partis similaires dans les situations contingentes successives qui précédèrent la grande action autonome de 1917. Ces attitudes d'une extrême importance sont continuellement invoqués par les communistes russes dans leur prise de position sur les problèmes de la tactique internationale : et indiscutablement on en tient un compte exact et on en tiendra toujours compte dans les débats de l'Internationale.

Limitons-nous ici à nous rappeler un argument de première importance et qui trouve ces mêmes camarades russes en accord à l'époque : la paix de Brest-Litovsk de 1918 avec l'Allemagne impérialiste, voulue surtout par la clairvoyance de Lénine.

Signifiait-elle un compromis avec le militarisme impérial et capitaliste ? Oui si on juge d'un point de vue formel et superficiel, non si on suit un critère dialectique marxiste. En cette occasion, Lénine fit la véritable politique des grandes nécessités finales de la révolution.

Il s'agissait de mettre en relief l'état d'esprit qui avait donné aux masses russes leur plan révolutionnaire : quitter le front de la guerre nationale pour renverser l'ennemi de l'intérieur.

Et il s'agissait de créer un reflet de cet état d'esprit défaitiste dans les rangs de l'armée allemande, comme on l'avait fait depuis le premier moment avec les fraternisations.

L'avenir a donné raison à Lénine et tort à ceux qui jugeaient superficiellement qu'on devait continuer la lutte contre l'Allemagne militariste, ne se souciant ni de ces considérations à longue vue programmatique, ni de considérations pratiques (qui pour cette fois coïncidaient absolument entre elles : ce qui n'arrive pas toujours et c'est alors que les difficultés du problème tactique sont les plus graves) qui démontraient la certitude de la défaite pour des raisons militaires.

Le général Luxembourff a déclaré dans ses mémoires que l'écroulement du front allemand après une série de victoires militaires retentissantes sur toutes ses parties, dans un moment où la situation était techniquement bonne, a été dû à des raisons morales, c'est à dire politiques : les soldats n'ont plus voulu se battre. La politique révolutionnaire géniale de Lénine, en ce qu'il parlait un langage de transactions protocolaires avec les envoyés du Kaiser, a su trouver la voie révolutionnaire pour veiller sous l'uniforme du soldat-automate allemand, le prolétaire exploité qui est conduit au massacre dans l'intérêt de ses oppresseurs.

Brest-Litovsk n'a pas seulement sauvé la révolution russe de l'attaque du capitalisme allemand, dont la bourgeoisie de l'Entente s'apprêtait à prendre la place avec un acharnement contre-révolutionnaire non moindre, mais après qu'on ait réussi, dans les mois suivants, à faire de l'armée rouge un rempart invincible, elle a déterminé la défaite de l'Allemagne à l'Ouest, dont on a à tort donné le mérite à la prétendue habileté stratégique de Koch et Diaz, chefs militaires de l'Entente, dont la guerre a montré cent fois avec évidence l'infériorité professionnelle.

Nous voulons maintenant passer à l'argument sur lequel on insiste particulièrement pour montrer un Lénine des concessions et des compromis : celui de la nouvelle Politique Economique russe.

Nous avons rappelé ce que l'on devait penser de la tâche économique de la révolution prolétarienne, de sa nécessaire gradualité et de sa nature internationale, et nous avons déjà rappelé, même sommairement, les rapports que logiquement les prolétaires industriels devaient établir avec les classes paysannes. Mais on nous dit chez nos adversaires qu'il ne s'est pas agi seulement de passer lentement à un régime socialiste puis communiste, mais qu'il y a eu un véritable retour à des positions dépassées, un rétablissement des formes purement bourgeoises que l'on avait espéré supprimer, un pacte avec le capitalisme mondial à qui on avait déclaré une guerre sans quartier : et ceci démontre que les communistes et Lénine se sont adaptés à pratiquer ce même opportunisme qu'ils avaient réprouvé avec véhémence chez les autres.

Nous soutenons au contraire qu'on ne peut parler d'opportunisme, car toute cette brillante manœuvre tactique a été conduite, dans la pensée théorique ou la présente Lénine dans l'application pratique qu'il guida neur par neur jusqu'à deux années après, et pour être clair, dans la magnifique formulation que Trotsky donna au problème dans un discours plein de poids au 4ème. Congrès par une vue fixée avec constance et ténacité sur les intérêts suprêmes du processus révolutionnaire et sur le triomphe final dans la lutte complexe contre les résistances formidables et multiples du capitalisme. Le seul mot : Lénine est une garantie.

Dans une première période, le problème fondamental de la révolution russe a été celui de la lutte militaire, qui continuait directement l'offensive révolutionnaire, pour repousser les multiples contre-offensives des forces réactionnaires, non seulement sur le front politique intérieur que sur tous les fronts qui devaient servir à briser contre les bandes blanches soutenues par les grandes et les petites puissances bourgeoises. Dans cette lutte d'igue et que l'on peut considérer terminée seulement à la fin de 1920, à travers des crises et des phases que nous n'avons pas ici à rappeler, l'armée et la police rouges se comportèrent avec une si brillante décision dans l'effacement de l'ennemi que personne ne voudra parler de compromis et de renoncement à la plus noble association du conflit de classe entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires.

Nous n'autorisons jusqu'à aujourd'hui à supposer que cette même décision viendra à manquer quand s'accroîtra ou mieux se transportera sur le terrain militaire l'antagonisme entre prolétariat et capitalisme mondial sur lequel est construite la politique du premier État ouvrier et paysan.

Or dans cette période le problème de la construction du socialisme se présentait comme secondaire et il s'agissait d'un côté d'empêcher que la conduite politique et militaire du prolétariat puisse être ébranlée, d'autre part de provoquer l'extension de la victoire révolutionnaire à d'autres pays.

Avec le début de 1921 la situation sort de cette phase et d'un autre côté la révolution en Europe se présente comme provisoirement repoussée devant le phénomène général de l'offensive capitaliste contre les organismes prolétariens, d'autre part la lutte pour abattre par la violence le régime des soviets est abandonnée par les puissances bourgeoises. Il ne s'agit plus seulement de vivre au jour le jour et de conduire la lutte dont la nécessité même a maintenu ensemble les différentes classes révolutionnaires face au péril d'une restauration bourgeoise et tsariste, mais d'organiser, sur des formules qui ne peuvent être que contingentes et transitoires, l'économie d'un pays comme la Russie, dans lequel la force politique du capitalisme et des autres forces réactionnaires (comme le féodalisme agraire) a été battue mais où on ne peut parler de constituer un régime pleinement socialiste, à cause de l'absence des conditions techniques, économiques, sociales, à cause de la désorganisation provoquée par sept années de guerre, de révolution et de blocus.

C'est pour cette raison qu'on avait dû rappeler les mandataires des hordes blanches dispersées et rejetées, et leur déclarer que, ne pouvant constituer d'un seul coup l'économie communiste, on leur remettait le pouvoir pour qu'ils administrent le pays dans une économie bourgeoise - ou qu'on pouvait renvoyer à la situation en assurant l'appareil de l'armée et de l'État, révolutionnaire et en appelant aux mystérieuses initiatives libres et spontanées du peuple, comme disent les anarchistes, sans comprendre qu'ils proposent exactement

La même chose que plus haut, sont des opinions que nous laisserons aux fous et aux simples d'esprit.

C'est une analyse marxiste bien autrement claire et courageuse qui guida les bolchéviques, Lénine en tête, vers la difficile solution.

Une nécessité politique et militaire avait imposé dans cette première période un ensemble de mesures économiques qui ne furent pas adoptées pour elles-mêmes mais pour briser la résistance de certaines classes et de certains cercles. Lénine définit cet ensemble de mesures "communisme de guerre".

Ainsi on devait sans pouvoir penser à des voies intermédiaires abolir sans merci le vieil appareil administratif de l'industrie russe, qui était pour un pays arriéré, malgré tout très concentré ; exproprié non seulement les grands latifundistes mais le moyen propriétaire agricole parce qu'il constituait un milieu anti-révolutionnaire à mettre hors de combat ; monopoliser complètement le commerce du grain, ne pouvant assurer autrement l'approvisionnement des grands centres et de l'armée, sans s'arrêter à se demander si l'Etat prolétarien aurait pu régir avec stabilité l'organisation socialiste à substituer à toutes ces formes supprimées par la nécessité.

Une fois terminée cette période, le problème se présentait dans ses données essentiellement économiques et on y donna par conséquent une solution nouvelle et différente.

Aujourd'hui tout ceci réapparaît très clairement, si seulement on en fait un examen dénué de préjugés pseudo-révolutionnaires.

Dans le cadre de la société russe on reconnaît, dit Lénine, les formes économiques les plus diverses : le régime agricole patriarcal, petite production agricole pour le marché, capitalisme privé, capitalisme d'Etat, socialisme. La lutte économique n'est pas arrivée au point de se situer avant tout dans le passage du capitalisme d'Etat au socialisme, mais est plutôt la lutte de la ricœur de l'économie paysanne petite-bourgeoise et du capitalisme privé contre ce capitalisme d'Etat.

Ce qu'est le capitalisme d'Etat indiqué par Lénine, fut bien clarifié par Trotsky dans le discours qu'il mentionné (et qui devrait être publié en italien dans un opuscule populaire). Il ne s'agit pas comme dans la signification traditionnelle du mot, d'une socialisation effectuée par un Etat bourgeois, mais d'une socialisation effectuée dans certains secteurs de l'économie par le pouvoir politique prolétarien, avec des réserves et des limitations qui équivalent à maintenir intact le suprême contrôle économique, politique et financier de l'Etat tout en adoptant les méthodes de calcul commercial capitaliste.

L'Etat russe ainsi se fait l'entrepreneur et le producteur mais ne peut, dans les conditions réelles de la Russie, être le seul entrepreneur, comme il le serait en régime socialiste : parce qu'il doit permettre que la distribution se fasse non au travers d'un appareil d'Etat mais au moyen du marché libre à type bourgeois, où l'on doit laisser intervenir le petit propriétaire paysan, le marchand, le petit entrepreneur industriel et dans certains cas le moyen capitaliste local, et le grand capitaliste étranger dans des organisations et des entreprises pourtant fortement contrôlées par la république ouvrière avec ses organes propres.

Agir autrement, surtout en ce qui concerne la question agraire voudrait dire seulement paralyser toute possibilité de vie de la production. Puisqu'on ne pouvait parler de socialisation, non plus que de gestion étatique pour une partie appréciable d'une agriculture aussi rudimentairement équipée que l'agriculture russe, il n'y avait d'autre

84

mojen pour faire croquer le paysan que la liberté de commerce des denrées agricoles, après leur avoir fait verser un impôt en nature, qui prit à l'époque dont nous parlons la place des réquisitions introduites par nécessité pendant le communisme de guerre.

Cette nouvelle orientation de la politique économique se présente comme une sorte de retraite, mais cette retraite, dans le sens effectif qui lui fut donné alors, n'est qu'un moment inévitable de l'évolution complexe du capitalisme et du pré-capitalisme au socialisme : ce n'est que l'on peut prévoir même pour les autres révolutions prolétariennes, mais qui aura évidemment une importance d'autant moins sensible, que le grand capitalisme sera plus avancé dans les autres pays et que se sera préalablement étendu le "territoire" de la révolution prolétarienne.

On doit noter un autre danger que la N.T.P. vint conjurer à temps : c'est le déclassement du prolétariat industriel.

La difficulté de l'approvisionnement des grandes villes avait entraîné une migration des travailleurs des usines vers la campagne : ceci, outre les conséquences économiques, en avait une très grave de nature sociale et politique, en enlevant à la révolution et à ses organes leur principale base : le prolétariat urbain et en compromettant ainsi les conditions essentielles au développement de tout le processus.

Les mesures adoptées permirent de faire face également à ce phénomène et de relever toujours plus le standard de la vie économique et de lutter contre le fléau naturel de la famine; venue malheureusement s'ajouter à toutes les difficultés provoquées par l'adversaire.

Parmi les mesures qui caractérisent la N.T.P. est naturellement compris l'établissement d'un "nous vivons" économique et même diplomatique avec les États bourgeois.

Aucune théorie sérieuse de la révolution ne pourrait prétendre, que des États bourgeois et des États prolétariens se trouvant en présence, il dut exister entre eux la guerre en permanence : cette guerre est bien en fait possible, mais il est de l'intérêt de la révolution de la provoquer seule et quand elle permet de participer favorablement à la guerre civile à l'intérieur des pays bourgeois, qui est le chemin naturel qui mène à la victoire du prolétariat.

Donc, rien d'étrange, tant que celle-ci n'était pas possible du point de vue communiste, et des États bourgeois à leur tour ayant constaté l'impossibilité de provoquer une révolte anti-communiste en Russie, ce qu'on en arrivât à une période de trêve militaire et de rapports économiques, dont le besoin se faisait sentir de manière concrète de part et d'autre.

Il serait absolument ridicule de requalifier un tel problème à la répugnance pour certains contacts protocolaires et pour les exigences de l'étiquette.

La même situation, pendant laquelle advint l'échec de la Conférence de Genève, démontra que le gouvernement russe ne renonçait en rien aux questions de principe et ne s'apprêtait pas le moins du monde à retourner aux directives de l'économie privée, comme il plaît à tous nos adversaires de l'insinuer. En arrachant au capitalisme quelques unes de ses forces essentielles de production, même au prix d'un échange réciproque dont les moyens étaient puisés dans les ressources variées de la Russie, l'œuvre théorisée par Lénine pour la suppression progressive de la petite économie industrielle, agricole et commerciale, qui est l'ennemie du prolétariat et sa principale ennemie, là où comme en Russie l'appareil de domination du grand capitalisme a déjà été mis hors de combat, se poursuivait. Le problème des rapp. poli. avec la classe pays. ne fut pas résolu avec une forme opport. car si on fit des concessions aux petits agr. on ne perdait pas de vue que ceux-ci sont un fact. rév. tant que leur lut. contre le boyard est soulevée avec la lut. du prolét. contre le capit. mais que dans le dévelop. ultérieur le program. prolét. devait dominer et dépasser le programme paysan de l'alliance.

(A SUIVRE)

Quelques remarques sur les thèses de la Fraction française.

Dans le N° I de "L'Internationalisme" la fraction française de la G.C. a publié des Thèses sur la situation internationale et française. Ces thèses marquent un progrès réel, un travail constructif, un apport substantiel, dans l'œuvre de l'édification du programme communiste que la fraction considère comme la tâche principale.

Comparées aux documents de discussions d'avant la Conférence, ces thèses sont la meilleure preuve de la valeur et de la fécondité des débats de la Conférence. La Conférence n'a certes pas pu pousser la discussion et la clarification politique sur tous les problèmes qui se sont posés devant la fraction, elle a laissé inachevées certaines questions politiques en litige, mais il serait ridicule et injuste de partir de cette constatation pour en diminuer les résultats et en amoindrir la portée.

La discussion politique et théorique doit se poursuivre. C'est au travers de celle-ci que nous pourrions apprécier le degré d'assimilation des positions acquises, et aussi de vérifier leur solidité. La discussion nous permettra de mettre en lumière les points faibles, les lacunes, qui ont pu se glisser soit dans la formulation, soit, ce qui est encore plus important, dans la pensée elle-même et de voir les corrections à apporter, les rectifications à faire. C'est à cette intention que répondent ces "quelques remarques". Elles ne portent ni sur la ligne, ni sur le fond des Thèses qui paraissent être solidement échauffés et basés sur des conceptions marxistes révolutionnaires. Par ces "quelques remarques" je voulais attirer l'attention sur quelques points qui me semblent restés obscurs ou mal traités dans les Thèses, et quoique étant de détails ces points ont une certaine importance.

Thèses sur la situation française.

Page 2.

"Une autre ressource du capital français en même temps qu'un facteur relatif d'équilibre pour son industrie, a été constituée par son vaste Empire colonial. Ce sont ces facteurs qui expliquent la faiblesse des retours sociaux d'après guerre en France et l'atténuation de la crise et du fléchissement de la production en 1929-30 par rapport aux Etats-Unis, l'Allemagne ou l'Angleterre."

Il me semble que les Thèses contiennent ici une petite erreur qu'il faudrait corriger et compléter.

Il n'est pas tout à fait exact de dire que le fléchissement de la production était bien moindre en France par rapport aux autres grandes puissances capitalistes et ensuite que cela découlerait du fait que la France possédait un vaste Empire colonial. D'abord parce que le marché colonial qui a incontestablement permis d'atténuer les effets de la crise existait aussi pour l'Angleterre et les Etats-Unis, comme pour la France. Ensuite parce que la production française accuse un fléchissement sensiblement égal aux autres pays.

Tableau approximatif de la production industrielle. (ind. général)

	France	Italie	Angleterre	Allemagne	Etats-Unis
1929	: 122	: 110	: 108	: 104	: 108
1932	: 85	: 72	: 82	: 60	: 98
1935	: 82	: 104	: 108	: 98	: 72
1937	: 85	: 110	: 122	: 120	: 98

La France rentrera avec plus de lenteur dans la crise et elle atteindra le fond comme les autres capitalismes en 1932-33. La baisse du commerce extérieur à la suite de la crise des puissances capitalistes nous fournira une nouvelle indication. Pour la période allant de 1930 à 1933 la baisse du commerce extérieur (exportations-importations) s'établit ainsi :

Etats-Unis	: 40%
Allemagne	: 58%
France	: 55%
Angleterre	: 30%
Italie	: 20%

Ce qui est caractéristique pour la France c'est que les autres pays qui auront eu à trouver une base de reprise, atteindront et dépasseront dès 1933 le niveau de la production de 1929, elle, ne reviendra jamais à ce niveau. En plus du fait que le capitalisme français n'est pas essentiellement un capital industriel, il y a encore le fait que l'économie française s'appuie largement sur un secteur agricole, d'une paysannerie parcelleuse, aisée, qui lui permet d'absorber le choc de la crise industrielle mondiale.

Mais si la crise industrielle ne détermine pas de grands renous sociaux relativement aux renous provoqués dans les autres pays, il faut l'attribuer en plus des facteurs indiqués plus haut à deux facteurs de première importance que nous ne travaillons pas dans les thèses.

1° La composition du prolétariat français.

Le problème démographique en France est très particulier. C'est le seul pays en Europe qui au lendemain de la guerre de 1918 accuse un manque constant de main-d'œuvre. Tandis qu'en Allemagne, en Angleterre, en Italie, des millions d'ouvriers ne rentreront plus jamais dans la production et le chômage deviendra un fait constant, la France par contre cherchera dans tous les pays de l'Europe à embaucher de la main-d'œuvre. Le nombre des ouvriers étrangers qui entreront en France après la guerre se chiffrera à plus de 3 millions. La présence de cette immense armée de travailleurs placés dans la position de hors la loi, permettra au capitalisme de l'utiliser contre les ouvriers français et d'opposer les ouvriers français à cette masse "d'étrangers".

Recensement de 1936.

Population masculine de 20 à 50 ans en France en 1936 en millions.

	Francais	Etrangers
20 à 24 ans	1.304,5	117
25 à 29 " "	1.519,9	150,8
30 à 34 " "	1.519,9	194,5
35 à 39 " "	1.301,9	109,7
40 à 44 " "	1.022	140
45 à 49 " "	1.025	114,2
	7.819,2	912,2

Ces chiffres concernant les étrangers sont incomplets, car un grand nombre, illégal, échappe au recensement. En tenant compte de cette remarque et du fait qu'en 1931 et 1936 le nombre d'étrangers est passé de 2.851.000 à 2.400.000 ce qui a fait baisser leur proportion de 69,1 à 58,5, le tableau fait ressortir avec force la place qu'occupe réellement les étrangers dans la population active et tout particulièrement dans la population travaillante.

A l'ouverture de la crise le capitalisme français aura la possibilité de faire porter la plus grande partie du poids du chômage sur cette masse, par des mesures administratives de toutes sortes; refoulement, expulsion, etc. etc;.. Il camouflera et réduira le nombre des chômeurs en même temps

que cela lui servira de moyen pour détourner le mécontentement des ouvriers dans la xénophobie. La présence de cette masse de main-d'œuvre immigrée influencera profondément le déroulement de la lutte de classe en France et jouera un rôle d'atténuation des remous sociaux.

2° La structure interne de l'économie française.

L'économie de la France est par excellence une économie semi agricole, ou la moitié de la population est paysanne. L'agriculture française n'est pas cette grande agriculture capitaliste concentrée, avec une classe nombreuse d'ouvriers agricoles, comme en Allemagne et dans le sud de l'Italie, mais typiquement la moyenne exploitation agricole, avec une nombreuse paysannerie parcellaire, aisée, telle qu'elle est sortie de la grande révolution française de 1789.

Cet état donne à l'économie française une assise, un équilibre relatif en comparaison des autres grandes puissances impérialistes, et compte tenu de multiples attaches entre les ouvriers des villes avec la campagne, cela a grandement joué dans l'atténuation des remous sociaux en France.

Il est regrettable qu'on n'ait pas tenu compte dans les Thèses de ces facteurs qui ont joué et joueront encore un grand rôle dans l'évolution des situations en France. Tout particulièrement il faut souligner la lacune de l'absence du problème paysan, sur lequel nous ne trouvons pas la moindre allusion tout le long des Thèses.

Page 5

"Cette absence de mouvements révolutionnaires (du prolétariat) allait permettre à son tour l'intégration d'une partie de l'industrie lourde française à l'appareil productif allemand, parant pour quelque temps le capitalisme français de la crise économique inévitable d'après guerre."

Si on comprend bien, cette proposition signifierait que l'intégration de l'industrie française dans l'appareil productif allemand est due à l'absence de mouvements de classe du prolétariat. D'une façon générale cela est juste, comme il est juste de dire que l'absence de mouvements révolutionnaires dans n'importe quel pays permit au capitalisme de poursuivre la guerre et la production de guerre, mais concrètement, en ce qui concerne la possibilité d'intégration de la France dans la production allemande, rechercher les fondements de cette possibilité économique dans l'absence du mouvement révolutionnaire cela est absolument faux. La défaite de 1940, surtout la rapidité de la défaite presque sans combat, plus rapide que celle de la Pologne, est due surtout au fait de la division du capitalisme français, dont une fraction, la bourgeoisie industrielle pouvait s'accommoder avec la domination économique de l'Allemagne. En 1914 toute la bourgeoisie française se trouvait unie dans son intérêt commun contre l'Allemagne, soit que les intérêts du capital financier usurier et colonial de la France étaient menacés par les visées impérialistes de l'Allemagne, soit par les désirs violents de la fraction industrielle de la bourgeoisie française cherchant à s'approprier des régions riches en matières premières: l'Alsace et la Lorraine. En 1939 la situation se présente de la façon suivante: l'industrie française pour vivre est tributaire du charbon anglais ou allemand. Sa production d'acier de fer de fonte est complémentaire de l'activité industrielle de transformation qui est celle de l'Allemagne. De ce fait les intérêts d'une partie du capitalisme français la partie industrielle, étant moins en opposition irréductible avec le capitalisme allemand, pouvait s'entendre avec lui.

C'est ce fait économique qui devait permettre l'intégration de l'industrie française dans l'appareil productif allemand.

Et c'est cette possibilité devenue réalité qui a atténué et résorbé momentanément une situation de crise économique pouvant engendrer des mouvements et mécontentement des masses ouvrières.

Les sentiments contre la guerre des masses, se traduisaient dans leur passivité et dans leur indifférence dans la conduite de la guerre, et a trouvé satisfaction dans la défaite et dans la rapide démobilisation. Il aurait été très épineux alors pour le capitalisme de les maintenir et de vouloir les conduire au combat. Si la défaite n'a pas provoqué des explosions de mécontentement, c'est qu'elle s'est produite avant que le prolétariat ait été exacerbé par de longs mois de souffrance et de famine et profondément satisfait de la fin rapide de la sinistre comédie. même l'occupation de l'Allemagne les laissera longtemps indifférents, sans provoquer un large et profond mouvement de chauvinisme. Par ailleurs le gouvernement de Pétain devait rejeter délogiquement la faute de la guerre sur les gouvernements précédents "incapables et coupables", sur les bagants d'argent, sur la fraction financière et commerciale du capitalisme. Une certaine "liberté", contrastant avec l'atmosphère étouffante vécue sous Daladier et Reynaud, servira aussi au commencement de détente psychologique. La situation matérielle ne connaît pas encore de restrictions, et le gouvernement de Vichy usera de largesses surprenantes dans les allocations de chômage à l'égard des ouvriers et des populations en exode.

Tandis que le nombre des chômeurs secourus avant la guerre, ne dépassera jamais dans les années de grand chômage 1934-35-36- le chiffre de 500.000, il s'établit ainsi le lendemain de la défaite:

	Septembre	: 124.000		Janvier	: 514.000
1940	Octobre	: 757.000	1941	Février	: 450.000
	Novembre	: 675.000		Mars	: 378.000
	Décembre	: 616.000		Avril	: 519.000

En décembre 1941 il y aura encore 115.000 chômeurs secourus qui ne disparaîtront progressivement qu'à la fin de 1942.

Satisfaits d'avoir terminé la guerre, protégés momentanément dans une sécurité contre le bombardement, préoccupés à retrouver leur foyer et leur famille et à se réinstaller, matériellement soutenus, et la réintroduction progressive des masses dans la reprise de la production, telle est la situation où se trouvent les ouvriers, ce qui permet à la bourgeoisie française d'éviter l'apparition de remous sociaux.

Les thèses sur ce point ne donnent qu'une image renversée, en renversant le problème.

Page 5

"La défaite et la collaboration avec l'Allemagne allaient diviser la bourgeoisie française en deux fractions."

Nous avons déjà souligné que ce n'est pas la défaite qui allait diviser mais que c'est cette division existante avant la guerre qui devait largement contribuer à la défaite. Quiconque a vécu les dernières années d'avant la guerre doit se rappeler, la cristallisation de cette fraction s'organisant et s'opposant au point de vue des intérêts du capitalisme français, à la guerre contre l'Allemagne. La politique de concessions d'entente économique et politique avec l'Allemagne a trouvé sa consécration dans la politique de Munich. La fraction munichoise, groupait autour d'elle un moment donné, une partie importante du capitalisme français et dominait l'opinion publique.

La défaite n'a fait que creuser la division existante dans le capitalisme français, et non l'engendrer comme semble le laisser croire les thèses.

Page 3

"La réaction à l'exploitation économique forcée de la guerre, à l'oppression politique qui le prive de toutes ses organisations de classe et à la menace constante de la déportation en Allemagne, le met (le prolétariat) en opposition avec la fraction bourgeoise de Vichy mais le rejette vers la fraction "démocratique" d'Alger et de la Résistance."

Caractériser en ces quelques lignes toute la période de 4 ans c'est ou bien trop incomplet ou faux. En effet c'est nier complètement toute lutte, même revendicative, même partielle du prolétariat durant toute cette période. En réalité de telles luttes de classe surgissaient, existaient, traduisant le mécontentement des masses, qui tendaient à s'opposer à la surexploitation s'aggravant.

En hiver 1941-42, avant que ne fut créée aucune organisation sérieuse du mouvement de la Résistance, des grèves éclatent dans les mines du Nord et du Pas de Calais. Des revendications sont: augmentation des salaires, meilleur ravitaillement. Ces grèves sont suivies par d'autres dans le Centre et dans le midi. De petites grèves surgissent et là dans les localités isolées, spontanément, comme dans les chantiers navals de la Giotat. Particulièrement avec succès ces grèves sont toujours suivies de répression, d'arrestations et de déportations.

Vers la fin de 1942 les déportations en masse des ouvriers vers l'Allemagne (qui a un grand besoin de main-d'œuvre) provoque un mouvement de grèves de masses dans la région lyonnaise nécessitant l'intervention de l'Etat et des forces massives de la police. Le fait que les ouvriers trouvent face à eux l'occupant étranger permet à la fraction capitaliste "démocratique" d'encourager ces grèves en tentant de les dévoyer, d'une manifestation de classe en une manifestation chauvine. Malgré cela, les grèves des ouvriers de Lyon, s'opposant à se laisser mobiliser et déporter en Allemagne expriment une lutte de classe et de défense des intérêts ouvriers.

Le capitalisme ne suscite pas de grèves, mais il tend à utiliser les grèves et le mécontentement des ouvriers. Il s'orientera d'ailleurs à mobiliser les ouvriers hors de leur terrain de lutte, vers des formations militaires, volontaires, les maquis, les sabotages, le terrorisme. Dans les usines les manifestations de mécontentement garderont leur caractère de classe. Nous assisterons à des grèves dans plusieurs centres notamment à Paris, aux chantiers navals de la Seyne où elle prendra des aspects violents d'échauffourées entre la police, l'armée et les ouvriers en grève. Sur la pression des ouvriers la bourgeoisie procédera à plusieurs reprises à des augmentations substantielles du salaire nominal, notamment au printemps 1944. Mais de plus en plus la revendication centrale des ouvriers sera un ravitaillement meilleur. Sur la base de cette revendication les ouvriers passeront à des actions multiples jusqu'à la forme d'une grève générale spontanée qui eut lieu au mois de mai à Marseille.

Il ne s'agit pas de surestimer ou surévaluer le mouvement de classe; mais il serait faux et pédant d'effacer toute trace de lutte de classe durant les 4 années de l'occupation.

Faut-il voir là une trace, un reste de la fautive théorie de "l'inexistence sociale du prolétariat" pendant la guerre, et la justification a posteriori de l'inutilité et de l'impossibilité de toute activité révolutionnaire?.

.....

Thèses sur la situation internationale.

Dans le passage traitant des événements de juillet 1943 en Italie, il est justement souligné que l'absence du Parti au cours des événements révolutionnaires de juillet à septembre 1943, a permis à la bourgeoisie internationale d'intervenir avant que le prolétariat italien n'ait pu réaliser la conscience des objectifs de sa lutte et d'écraser momentanément le premier assaut de la Révolution. Cela pose le problème de la responsabilité historique de la réaction italienne et de la gauche communiste. On ne peut passer sous silence le manquement grave de la fraction italienne qui porte en partie la responsabilité de la situation créée en Italie.

Ce n'est pas la place ici d'analyser en détail les raisons qui ont présidé à ce manquement. Elles sont d'ordre politique et également organisationnel. Il ne s'agit pas de faire l'examen de ces raisons dans les Thèses mais il importait de ne pas passer sous silence le fait que les erreurs, les hésitations de l'avant-garde ont déterminé son absence au moment nécessaire ce qui a pesé lourdement dans l'indivolution de la situation italienne.

Dans le même chapitre parlant de la situation nouvelle créée en Europe après les événements d'Italie, les thèses la caractérisent ainsi :

"Celle-ci se caractérise par une modification du rapport des forces économiques et militaires entre l'Allemagne hégémonique et l'impérialisme allié." et plus loin: "La généralisation des mouvements révolutionnaires contre la guerre ne s'étant pas produite, celle-ci se poursuit et se développe."

Ce schéma de la situation nouvelle qui voit la guerre impérialiste se continuer et se développer n'est pas tout à fait exact. Je sais bien qu'on parlera après les thèses d'une menace révolutionnaire "bien qu'elle ne se soit pas encore nettement manifestée" d'une perspective vague, mais ce n'est pas cette menace qui selon les thèses caractérise la situation nouvelle. Et c'est là l'erreur des thèses.

La modification des rapports de force entre l'Allemagne et le bloc allié n'est pas seulement économique et militaire, elle est aussi dans la différence entre la combustion de la conscience des masses ouvrières en Europe en Allemagne et dans les pays alliés. C'est cet aspect de la question qui donne la signification réelle la caractéristique de la situation nouvelle. Il est regrettable que les thèses aient négligé cet aspect de première importance, l'escamotant en quelque sorte.

Parmi les facteurs qui déterminent une modification militaire entre les 2 blocs dans une guerre impérialiste moderne, le facteur de classe, c'est à dire, la plus ou moins acceptation par le prolétariat de la guerre de sa bourgeoisie, est de première importance. Si l'Allemagne subit de plus en plus de défaites, cela témoigne d'une manifestation d'un mécontentement grandissant des masses ouvrières déguisées en solvat se détachant de la guerre impérialiste de son capitalisme.

On essaie dans les thèses de donner les raisons de "l'absence" (!) du prolétariat allemand durant cette période. Un grand nombre de ces raisons sont valables aussi pour les autres prolétariats et notamment pour le prolétariat italien. Par contre on n'a pas remarqué un fait qui, à mon avis, est essentiel pour comprendre la différence existant entre la situation du prolétariat allemand et celle des autres prolétariats. Tandis que le prolétariat d'Italie (comme celui des autres pays) qui tout en fournissant un

contingent de soldats reste dans sa majeure partie sur place, sur le lieu de travail, dans ses villes et quartiers, dans sa position d'ouvrier, le prolétariat allemand dans sa grande majorité, sinon dans sa totalité, sera immobilisé sur les champs de bataille. De cette différence de situation résultera que tandis que dans les autres pays, le mécontentement se produira essentiellement à l'arrière et se manifestera d'une façon classique par des grèves, le prolétariat allemand, lui, sera disloqué, hors de l'Allemagne dispersé à tous les points de l'Europe, encadré dans l'armée par une bande de SS et soumis à une discipline militaire de fer. Sa lutte à lui ne se manifestera pas par des grèves dans les usines occupées par les femmes les enfants et les millions de prisonniers étrangers, mais elle ne pourra se manifester que dans sa non volonté aux combats militaires.

Il est pour le moins exagéré d'affirmer que le prolétariat allemand est "absent" ou inexistant. Le thermomètre à tort placé dans les usines, en Allemagne a marqué le point zéro, mais sa sentelle défectueuse retentissante de l'armée allemande, là où se trouve concentré le prolétariat qui estigat réellement de l'existence, de la présence du prolétariat et au degré de son mécontentement.

Haute d'avoir mal braqué l'objectif, la photo que nous présentent les thèses nous donne une image un peu déformée de la réalité de la situation européenne en 1944.

///////// 20 janvier 1945. M

(Page 11...) ... "Sa classe capitaliste imperialiste, en sa qualité de dernier rejeton de la classe des exploités, a gardé tous ses prédecesseurs en brutalité, en cynisme et en bassesse. Elle défend son saint des saints, ses bénéfices et ses privilèges d'exploitation, au bec et aux ongles par toutes les méthodes de froide cruauté, dont elle a fait preuve dans toute l'histoire de sa politique coloniale et de la dernière guerre mondiale. Elle mettra en brula ciel et enfer contre le prolétariat. Elle mobilisera les campagnes contre les villes, elle excitera les couches retardées des ouvriers contre l'avant-garde socialiste, elle organisera les assassinats avec l'aide des officiers, elle cherchera à paralyser toutes les mesures socialistes par mille moyens de résistance passive, elle soulèvera contre la révolution une vingtaine de Venuses, elle invoquera pour son salut l'invasion étrangère, le fer exterminateur de Clemenceau, de Lloyd George et de Wilson ; elle préférera transformer le pays en montagnes de ruines fumantes plutôt que de renoncer de bon gré à l'esclavage salarié."

ROSA LUXEMBOURG ("Que veut l'Union de Spartakas ?")